

IMMIGRÉS D’UNE GÉNÉRATION À L’AUTRE ?

Marseille, quartiers nord

Cinq arrondissements de Marseille, essentiellement dans les quartiers nord, figurent parmi les zones de sécurité prioritaires créées début août par le gouvernement de M. Jean-Marc Ayrault. En 1987, l’auteur de ce reportage avait consacré un livre aux habitants de ces quartiers. Vingt-cinq ans plus tard, il est retourné les voir.

PAR NOTRE ENVOYÉ SPÉCIAL MAURICE LEMOINE *

« J’ai deux pays, murmure Mohamed, la France et l’Algérie. Ici et là-bas. Mais celui que je préfère, c’est le mien (1). » Nous sommes en 1987 et Mohamed, pris entre deux cultures, appartient à la fameuse « seconde génération » d’immigrés. Comme Djamil, Malika, Fatima, Karim, Brahim ou Kader, il vit dans l’un des quartiers nord de Marseille – la Solidarité, le Petit Séminaire, la Busserine, les Flamants, la Castellane, le Plan d’Aou, Bassens, etc. Isolées comme par un cordon sanitaire, des concentrations d’habitations à loyer modéré (HLM) très dégradées abritent une majorité de familles maghrébines, passées, pour la plupart, par les cités de transit (2).

Vingt-cinq ans ont passé. Même décor : une jungle urbaine poussée sans plan d’ensemble, des routes, des rocades et, tout en lignes et en carrés, les fameuses cités. Moins vétustes, au premier coup d’œil : il serait absurde de prétendre que rien n’y a été fait. Ici on a démolit et reconstruit, là on a dédensifié, un peu partout on a rénové. Il n’empêche (au second coup d’œil) : cages d’escalier bruyantes, façades défraîchies, balcons rouillés, petits commerces fermés...

« Notre principal handicap, c’est l’image »

On retrouve la même marmelade de cris et de rires, la même tchatche colorée. Mais parler de « seconde génération » n’a plus de sens. Au cœur de ces « banlieues dans la ville » – administrativement, les quartiers nord font partie de Marseille –, la troisième, voire la quatrième ont suivi. « Nous, on a encore la culture de rentrer chez soi, d’ôter les habits et de mettre la gandoura, s’amuse M^{me} Fatima Mostefaoui, présidente de l’association des locataires des Flamants. Eux, non. Ils sont vraiment français. Comment peut-on leur dire qu’ils sont différents ? » Pourtant, s’émue la dynamique Karima Berriche, directrice de l’Agora, le centre social de la Busserine, « on parle encore de beurs, d’immigrés, on les désigne toujours comme des étrangers ! ». Sans doute parce que, grands-parents, parents, enfants et petits-enfants mêlés, ils vivent toujours majoritairement relégués dans ces mêmes quartiers. Quant à leur réputation...

Dans les années 1980 – et dans le registre « Un jeune Maghrébin a arraché un sac à main ; que fait le gouvernement pour mettre fin aux exactions des immigrés ? » –, deux quotidiens tenaient le haut du pavé : *Le Méridional*, d’extrême droite, l’emportait d’une longueur sur *Le Provençal*, de centre gauche. Les deux ont d’ailleurs fusionné en 1997 pour devenir *La Provence*. Mais le ton n’a pas changé. Or, note l’ancien professeur de philosophie André Koulberg, travailleur social à la cité de Malpassé, « notre principal handicap, c’est l’image. Les faits divers dont ils abreuvant leurs lecteurs existent, on ne le nie pas, mais il y a tout le reste... Ils l’ignorent délibérément ».

« Passer du bidonville à la cité de transit puis à l’habitat social crée des quartiers un peu monocolores, rappelle en forme de truisme la directrice de l’association Ancrages, M^{me} Samia Chabani. Mais maintenant, même les cages d’escalier le sont. » Les Rosiers, Bon Secours, la Savine, le Plan d’Aou abritent des Comoriens et, à des degrés divers, des

familles aux patronymes nord-africains ; la Castellane, des Maghrébins ; à la Renaude s’entassent Arabes, Gitans et Comoriens. Plus fort encore à la Savine : « Il y a quinze ans, témoigne M^{me} Anne-Marie Chovellon, qui y a travaillé, les nouveaux arrivants ont été regroupés par origine. Des tours pour les Asiatiques, d’autres pour les Maghrébins, d’autres pour les Comoriens. Donc, premier problème en cours préparatoire, avec les enfants : ils ne voulaient pas travailler ensemble, c’était le racisme entre eux. »

« Ils ont envie de partir, pouvait-on écrire en 1987. En même temps, un enracinement profond les attache à la cité. C’est là qu’ils ont mis en place leurs réseaux, leurs soutiens affectifs et financiers. » Qu’est-ce qui a changé, interrogeons-nous, de retour sur les lieux ? Rien ! Ces barres fonctionnent comme un village, tout le monde s’y connaît. On descend voir le facteur, il y a toujours un voisin, une voisine qui revient des commissions. Un système de relations, de complicités, de services demandés et rendus. En été, sous les balcons encombrés de linge, de vieux réfrigérateurs, de poussettes et de vélos, on sort les chaises, on discute dehors. Et si tous tiennent à cette vie communautaire, c’est d’abord et avant tout parce qu’ils s’y sentent protégés.

Même les jeunes, en apparence très sûrs d’eux. Se rendre sur le Vieux Port ou sur la Canebière se traduit par un « Je descends à Marseille » – alors qu’ils y sont. Peu franchissent le Rubicon. « Quand tu vas en boîte, tu te fais refouler ; tu cherches un boulot, tu te fais refouler ; tu te fais contrôler par les flics parce que tu as une tête d’Arabe... » « Objectivement, il y a des freins à la mobilité, constate M^{me} Florence Lardillon, à l’Université du citoyen. Ne serait-ce qu’à cause des transports en commun, mal organisés. Mais il y a aussi la mobilité dans la tête, liée à cette question de l’image : quand je sors de mon quartier, comment vais-je être perçu ? Ils pensent porter des stigmates qui font qu’ils ne sont pas les bienvenus. »

Il convient de préciser que l’assignation à résidence ne favorise guère le mouvement. « Les bailleurs sociaux nous font croire qu’ils nous ouvrent les contingents, s’enflamme M^{me} Mostefaoui. Mais si vous souhaitez quitter les Flamants, on ne vous propose que des endroits équivalents : les Clos, la Bégude nord ; la Bégude sud, de temps en temps. On vous envoie en masse aux Aygaldes et aux Hirondelles, mais on ne vous offre pas le Merlin – superbe ! –, les Chartreux, Palmieri, Val Plan, ou alors seulement à un ou deux. On n’est pourtant pas des sauvages, on est éduqués ! »

« Tu es face à un miroir qui te renvoie en permanence ton image, déplore M^{me} Berriche. Le problème, dans un milieu populaire précarisé, c’est que cet entre-soi te plombe. Tu n’as pas d’autre réseau sur lequel t’appuyer. »

Une situation d’autant plus délicate qu’à Marseille, en matière d’emploi, « c’est de la tuerie ! ». Rien de bien original, objectera-t-on. En 1987, railleur, désabusé, Mustapha apostrophait ses copains : « Si tu connais quelqu’un qui veut un CAP [certificat d’aptitude professionnelle], je lui en donne ! J’en ai trois ! J’ai peintre, maçon, plombier. Ils ne me servent à rien ! » On venait de fermer les tuileries, les industries minières ; on restructurait l’usine chimique de Pennaroya, les savonneries, les huileries. Le chômage explosait, de 3,9 % en 1973 à 26 % en 1999 – avec des pics à 40 % dans certains quartiers populaires –, avant de redescendre, en 2012, à 14,1 % (3). A la deuxième génération d’immigrés a succédé la deuxième ou troisième génération... du chômage. A la Busserine,

M^{me} Benaziza Lahouaria s’arrache les cheveux : « Mon mari est carreleur, diplômé, il a de l’expérience ; mon fils a un bac pro d’agent de sécurité et de sûreté ; ni l’un ni l’autre ne trouvent de boulot. » A quelques pas de là, casquette à l’envers sur la tête, un jeune d’origine comorienne laisse fuser un rire incertain : « Quand je les vois, mes copains, c’est quand ils vont pointer. »

Pourtant, Marseille est un chantier à ciel ouvert. En 1995 a été donné le coup d’envoi du projet Euroméditerranée, qui, en vingt ans, entend mêler développement économique et réaménagement urbain. Le maire Jean-Claude Gaudin (Union pour un mouvement populaire, UMP) refait le centre-ville, érige tours de verre et de métal à la Joliette pour faire venir des cadres et créer des emplois à haute valeur ajoutée – pour lesquels l’immense majorité des jeunes des cités n’ont ni la formation scolaire, ni le niveau professionnel adéquats. S’y ajoutent un grand ravalement du front de mer et de l’hypercentre ainsi que – priorité des priorités ! – la couverture du stade Vélodrome (273 millions d’euros).

« A priori, il y a du boulot, constate le pédo-psychiatre Djamel Bouriche, mais il n’y a que des gens venus des pays de l’Est sur les chantiers, personne des quartiers. C’est lamentable, c’est un scandale ! Ikea s’est installé dans la zone de la Valentine et n’a pris que des Blancs, que des gamins de la Côte Rouge, aucun de Saint-Marcel. » Des Français, mais qui s’appellent Mohamed ou Brahim. « Dire que tu viens de la cité des Cèdres, soupire un jeune, c’est pire que d’annoncer que tu viens de l’étranger. »

Résultat : « Pour certaines familles, on est dans la survie, constate avec une fureur contenue un éducateur spécialisé. Avant, on disait “C’est difficile” à partir du 15 du mois. Maintenant, c’est dès le 7. Ce n’est plus un fossé, c’est un abîme entre les diverses strates de la société. »

Populations sauvages ou groupes sociaux abandonnés ?

Conséquence, en 1987, déjà : « Maintenant, les jeunes ont une autre mentalité. Ils tirent les sacs à main des vieilles, ils arrachent les chaînes, ils cassent les pharmacies, ils font n’importe quoi. » Rien de nouveau sous le soleil, un quart de siècle plus tard. La galère génère des économies de la débrouille, tout le monde le sait. Vols de véhicules, vols à la portière – dits « ouvre-prend » –, vols de cartes bancaires par les « dabeurs » (4), jets de pierres et incivilités d’usagers de plus en plus jeunes à l’intérieur des bus... Une violence omniprésente, multi-forme, plurielle – mais qu’on doit aussi, sans sombrer dans le relativisme... relativiser. « Comme ailleurs, il y a une petite minorité qui pourrait la vie des autres, commente M^{me} Lardillon. Cela dit, en tant qu’associatifs, quand on va dans les quartiers, on ne se sent jamais en insécurité. » A la Busserine, le Franco-Comorien Daouda Damanir nuance tout autant : « C’est difficile d’en parler parce que tout ça, c’est banal pour moi. Des vols à l’arraché, il y en a, j’en ai vu. Mais dire qu’il y en a tout le temps, c’est abuser, on ne vit pas dans une favela ! »

Plus répétitifs que graves, ces actes n’en épuisent pas moins la population. Ces dernières années, après avoir été réduite, la police de proximité a complètement disparu.

De sorte que... « Quand on était jeunes, on avait des petits larcins. Aujourd’hui, vous avez des choses plus dangereuses et plus graves. » « Quand elles étaient jeunes », Djamil se penchait vers ses copines : « Tu le gardes pour toi, hein... Mon frère, il se drogue ! » Le « business » est arrivé à ce moment-là, de façon artisanale, individuelle, « histoire de se faire un peu d’argent ». Avec une tragédie, passée inaperçue, due au cocktail héroïne-sida : « La drogue a fracassé cette jeunesse, grimace M. Bouriche, de vieilles images dansant devant ses yeux. Une période sombre, comme dans les quartiers noirs et hispaniques aux Etats-Unis : j’ai perdu la moitié de mes copains. »

« Dans le temps, ça se faisait sous le manteau, vous confie-t-on à Malpassé. Aujourd’hui, c’est un trafic à ciel ouvert. » Aux dealers de 18-20 ans se sont substitués des gamins, mais que dirigent des adultes, véritables chefs d’entreprise, eux. D’où le « bal des kalachnikovs » et les règlements de comptes entre « truands d’origine maghrébine » qui défraient la chronique – vingt-neuf morts depuis début 2011. Malgré la gravité des faits, on se permettra de sourire devant quiconque oserait prétendre que mafias et grand banditisme n’ont jamais existé sous le ciel bleu marseillais. Simplement, jusque-là, on n’ethnificait pas le phénomène (sauf, peut-être, s’agissant des Corses, dans un registre « folklorique »).

Même si elle n’implique qu’une frange infime, cette vie parallèle a un impact sur le quotidien de certains quartiers : le Clos la Rose, Font-Vert, la Visitation, la Castellane, Bassens, les Micocouliers, Malpassé. Le réseau ? Une douzaine de personnes, entre 13 et 25 ans : les *choufs* (guetteurs), les *rabatteurs*, les responsables du conditionnement, les « charbonneurs » (vendeurs), installés devant les blocs, au bas des cages d’escalier. Dès lors, à Malpassé toujours, « les allées et venues des habitants et des visiteurs deviennent très compliquées », observe un résident. Dans cette cité confrontée à un gros problème de décrochage scolaire, les enfants sont happés. « Ça commence par “Va acheter la canette et le sandwich” pour celui qui est en train de “charbonner”, et puis, petit à petit, vient une forme de promotion sociale que les minots ne retrouvent ni à l’école ni dans la société. »

Le matin, dans certaines enclaves, comme à Font-Vert, les « boss » embauchent les smicards du trafic qui, « contrairement à ce qu’on raconte, gagnent très très peu ». A la Castellane, difficile pour un inconnu de circuler sans se voir demander par de tout jeunes « vigiles » d’expliquer ce qu’il fait là. En habitués, les clients passent sans souci. Des gens ordinaires, toutes classes sociales et couleurs de peau confondues.

On ne sous-estimera pas le problème au prétexte que les médias en font grossièrement leurs choux gras : les modes opératoires deviennent de plus en plus violents. « Quand le réseau a la main dessus, s’ils n’ont pas un père ou un grand frère particulièrement respecté, ou une famille très pieuse, les gamins sont piégés. Ils subissent des sévices corporels ; au moindre manquement, c’est la cave



TRANSIT / PICTURETANK

* Journaliste.



TRANSIT / PICTURETANK



TRANSIT / PICTURETANK

YOANNE LAMOULÈRE.
– Photographies extraites
de la série « Faux-bourgs »,
15^e et 16^e arrondissements
de Marseille, 2011.

et le passage à tabac. Ça peut même aller beaucoup plus loin. » Jeunes délinquants ? Jeunes en danger, surtout. Et lorsque des familles tentent de résister, «elles sont agressées, voient leur appartement saccagé, leur voiture brûlée... Du coup, tout le monde se tait et subit». D'autres ferment les yeux : de l'argent rentre à la maison, soulageant le dénuement. Populations sauvages ou groupes sociaux abandonnés ?

La seule réhabilitation du bâti ne sert à rien

Et puisqu'on parle d'insécurité... Il aura fallu que les Flamants réclament pendant quinze ans pour que, enfin, les pouvoirs publics installent un feu tricolore sur la voie à grande circulation qui sépare la cité du modeste centre commercial voisin. «Il y a quelques années, s'indigne M^{me} Hadda Berrebouh, une dame a été tuée en allant à la boulangerie. Les voitures arrivent à 200 à l'heure, et presque tous les mois il y avait un accident. » Du coup, ce 24 mars, une petite foule joyeuse a droit au discours du maire de secteur, M. Garo Hovsepian (Parti socialiste), qu'accompagnent une poignée de notables : «Chers amis... L'inauguration d'un feu tricolore est-il un événement exceptionnel ? Je réponds que non. Mais, ici, ça le devient. Parce que, depuis des années, on n'a pas pris en compte ce que demandaient les habitants. Maintenant, avec beaucoup de bonne volonté [sic], on a réussi à résoudre ce problème. Alors moi, je dis : il faut être optimiste, tous ensemble, au coude-à-coude. » Les élections approchaient, on l'aura compris.

Depuis trente ans, on «réhabilite» à n'en plus finir les îlots les plus dégradés. N'empêche... «L'ascenseur ne marche jamais, gronde le très digne Lounes Agouminelcha, 70 ans. Je connais une femme handicapée, avec une fillette de 8 ans ; régulièrement, il faut qu'elles montent dix-huit étages à pied. On n'est pas des chiens, ce n'est pas normal. Le bailleur ne connaît que le loyer. »

Cette fois, pourtant, promis-juré, «c'est du lourd». Entreprise en 2006, dans le cadre du grand projet de ville (GPV) qui s'étend sur un territoire où vivent deux cent dix mille habitants, la plus vaste des restructurations englobe six quartiers (5). On démolit, on reconstruit, on ouvre de nouvelles voies «pour faire rentrer la ville dans les quartiers [en particulier, en cas d'hypothétiques émeutes, les forces de police] et les quartiers dans la ville».

Sans contester la nécessité de ce chantier, M^{me} Lardillon relaie quelques inquiétudes : «La promesse, c'est que, pour un logement détruit, un autre sera reconstruit. Mais pas forcément au même endroit ! Les loyers, théoriquement, ne doivent pas augmenter. Mais les plus pauvres ne pourront vraisemblablement pas rester. » Les premiers intéressés, eux, expriment une évidente frustration : «On voudrait un minimum de concertation. Les projets arrivent tout ficelés ! »

Un détail : dans les appels à marché public pour l'attribution de ces travaux, il existe une clause d'insertion ; 5 % des heures travaillées doivent être réservées aux jeunes de la cité concernée. Aux Flamants, M^{me} Mostefaoui ne cache pas son écœurement : «Les entreprises nous disent : "On ne les prend pas sur le quartier, on les recrute ailleurs, ça les oblige à sortir." Comme si nos gars allaient descendre en pyjama, avec leur petit croissant et leur café, pour aller travailler ! » Des arguments ridicules donnés à des gens fatigués de se battre, mais pas dupes pour autant. Les cadors du BTP (bâtiment et travaux publics) touchent les subventions de l'Etat et, contournant la loi, vont à la Porte d'Aix ou ailleurs ramasser des clandestins taillables et corvéables à merci.

De l'avis général, réhabiliter le bâti ne servira à rien sans une avancée sur le front de l'emploi, de l'éducation, de la santé, des services publics, de tout ce qui fait le terreau de la cohésion sociale.

L'école ? «Des gamins issus du même quartier, qui se connaissent, qui vivent toute la journée ensemble et qui entrent dans la même classe, où ils sont trente-deux : comment voulez-vous qu'un prof qui ne va même plus à l'IUFM (6), qui a 21 ans... C'est l'envoyer à l'abattoir ! », fulmine notre éducateur. Eux-mêmes en situation précaire, les parents peinent à transmettre leur conviction quant à l'utilité de l'enseignement. «Très sensibles à la question scolaire et à la réussite de leurs enfants, ils ne sont ni défaitistes ni invisibles, précise M^{me} Berriche. Il s'agit simplement de gens en difficulté. »

Certains se sont dit : « Puisque je suis rejeté, je vais m'affirmer »

Dans les collèges vétustes, les professeurs, désespérés, changent tous les ans. Les lycées, comme Diderot – deux mille élèves et deux cent cinquante enseignants – ou Saint-Exupéry, ne sont épargnés ni par les suppressions de postes, ni par le développement de l'emploi précaire, ni par la dégradation des installations, ni par... l'air du temps. «Ces dernières années, témoigne M^{me} Cathy Bourgoïn, professeure à Diderot, les relations avec les élèves se sont beaucoup durcies. Ils nous font des remarques, on est des femmes, les rapports entre les sexes se dégradent énormément. » Il devient délicat d'aborder des questions comme la religion ou l'avortement. Issu du quartier «sensible» de la Calade, professeur de lettres et d'histoire en section enseignement professionnel, M. Nordine Hossine doit régulièrement s'insurger : «Mais d'où il sort, votre imam ? Je n'ai jamais entendu parler de ça ! »

C'est de Marseille qu'est partie la Marche pour l'égalité de 1983. Sentimentalement attachée au pays d'origine, mais très «liberté, égalité, fraternité», la «seconde génération» bouillonnait : militantisme associatif, lutte antiraciste, revendications sociales... Sans renier leurs parents, arrivés du bled avec leur

culture, des groupes de jeunes femmes cherchaient à s'émanciper. En ce temps-là, Zohra n'hésitait pas à se confier : «On prépare tout, à la cuisine, pendant que les hommes palabrent... Et cet après-midi ? Nous dans une pièce, les hommes dans une autre ! Pourquoi pas le tchador, pendant qu'on y est ? »

De cette génération, beaucoup ont émergé grâce à leur courage et à leur talent. Ceux dont on parle trop, pour cacher la misère des autres, ou dont on ne parle jamais, sous prétexte... qu'on en parle trop. On pourrait multiplier les noms et les fonctions : M^{me} Samia Ghali, maire des 15^e et 16^e arrondissements de Marseille, sénatrice des Bouches-du-Rhône ; M. Karim Zéribi, président du conseil d'administration de la Régie des transports de Marseille (RTM) ; M^{mes} Karima Berriche, Yamina Benchenni et bien d'autres, responsables de centres sociaux ; M. Fathi Bouaroua, directeur régional de la Fondation Abbé Pierre. Quelle fierté dans la voix de M. Agouminelcha, quand il vous confie : «J'ai une fille qui travaille chez un médecin, une autre au conseil juridique, une autre est officier de police à Clermont-Ferrand ; j'ai aussi un garçon dans la marine nationale. Et je suis mes petits-enfants comme je suivais mes enfants, inch Allah ! »

Mais infiniment trop sont restés sur le bord du chemin, devant subir la discrimination et, en même temps, faire allégeance. On les a tellement renvoyés à eux-mêmes – «arabo-musulmans» – que certains ont fini par dire : «Je suis "ça" ; puisque je suis rejeté, je vais m'affirmer. » Pour ne rien arranger, des foyers d'intégrisme ont fait leur apparition. Ici, ailleurs, à Malpassé, «nous avons un lieu de prière très très radical ; il y a un lavage de cerveaux au niveau des jeunes, on sent une pression énorme sur le quartier». Ici, ailleurs, s'inquiète M^{me} Chabani, «on voit apparaître un certain nombre de pratiques "folklorisantes" de l'islam, avec des gens, en particulier des femmes, dont j'ai l'impression qu'elles se déguisent, qu'elles portent des vêtements qui ne sont liés ni à leur histoire migratoire ni à leur histoire familiale, et qui réduisent la pratique religieuse à des interdits alimentaires ou vestimentaires absurdes».

Repli sur la religion, donc. Pour autant, prétendre qu'il s'agit d'un raz de marée relève de la manipulation. Très républicaine, l'immense majorité pratique – quand elle le pratique – un islam traditionnel. Et les relations seraient plus apaisées si la construction de la Grande Mosquée de Marseille n'était en permanence remise aux calendes grecques, si le gouvernement de M. Nicolas Sarkozy n'avait humilié ces Français avec d'ineptes débats sur l'«identité nationale» et si l'on se souvenait que, lorsque les tirailleurs algériens ont libéré Marseille, personne ne s'est inquiété de savoir s'ils mangeaient halal. «Dans notre quartier, fait remarquer M^{me} Mostefaoui, on a des femmes voilées qui donnent des cours aux enfants – pas des cours d'arabe, des cours de français ! Elles améliorent leur niveau. On les a traitées d'intégristes... On n'a pas de fanatiques ici. »

A l'Agora, M^{me} Berriche réfléchit : «Pourquoi cette poussée de l'islamisme ? Parce qu'il y a eu des absences, notamment chez nous, les travailleurs sociaux. Nous n'avons pas été assez nombreux à

faire de l'éducation populaire, aussi bien en direction des filles que des garçons. Mais la gauche et l'extrême gauche, elles étaient où ? » D'une génération à l'autre, la transmission politique s'est interrompue.

Alors que toute l'ancienne armature sociale se fendille, les centres sociaux et les associations n'en continuent pas moins à se battre vaillamment. Même si, autrefois animés par des militants libres, car souvent bénévoles, les uns et les autres, tombés dans l'orbite de la politique de la ville et de son ministère, se sont institutionnalisés. «Liés aux pouvoirs publics, explique M. Koulberg, ils ne peuvent plus avoir la même force de proposition, de réaction et surtout de confrontation qu'avant. »

Des ministères, conseil général, conseil régional, mairies, etc., proviennent leurs financements. Faire de l'éducation populaire ? Encore faudrait-il en avoir le temps : dans une conjoncture générale où l'argent se raréfie et où, pour obtenir les subventions des uns, il faut déjà avoir décroché celles des autres, un véritable parcours du combattant. «Tu passes plus de temps à remplir de la paperasse et à demander des subventions qu'à travailler réellement. »

« C'est incroyable, ils s'expriment normalement ! »

Et pourtant... Ce soir de mars, la lumière se rallume dans la salle comble du théâtre du Merlan, prestigieuse scène nationale labellisée par le ministère de la culture. Dans le cadre du «Cinéma d'à côté», initiative mensuelle lancée en partenariat avec l'Agora – la Busserine se trouve juste en face, de l'autre côté d'une rocade – et d'autres associations, s'achève la projection de *Detroit, ville sauvage* (7). Un documentaire sur cette ville américaine, naguère berceau de l'industrie automobile, qui, touchée par la désindustrialisation, est passée de la prospérité au cauchemar de la crise (8).

Le premier à prendre la parole, une fois le débat lancé, est un jeune homme d'origine africaine : «Je ne voudrais pas vous offenser, mais pourquoi a-t-on vu ce film ? A chaque fois, on cherche le côté pourri de la pomme, les bâtiments délabrés et tout... Je suis venu content, je vais repartir déprimé. » Un éclat de rire général salue l'intervention. La soirée rassemble les habitants du quartier, particulièrement les jeunes, filles et garçons, mais aussi d'autres Marseillais venus des quatre coins de la ville. Dans une parfaite mixité sociale, chacun prend la parole et on parle de tout : de la drogue, du crack, de la musique hip-hop, du capitalisme, des usines fermées, des entreprises délocalisées... Un échange d'une telle richesse qu'à la fin d'une de ces séances des Marseillais vivant dans le centre ont attrapé M. Koulberg par le bras : «C'est incroyable, ils s'expriment normalement, ils évoquent les problèmes de tout le monde... On ne pensait pas qu'ils étaient comme nous ! »

MAURICE LEMOINE.

(5) Le vallon de Malpassé et les Cèdres ; Saint-Paul ; Flamants-Iris ; Saint-Barthélemy III - Busserine - Picon ; le noyau villageois de Sainte-Marthe.

(6) Institut universitaire de formation des maîtres.

(7) *Detroit, ville sauvage*, un film de Florent Tillon, Ego Productions, Paris, 2010.

(8) Lire Allan Popelard et Paul Vannier, «Detroit, la ville afro-américaine qui rétrécit», *Le Monde diplomatique*, janvier 2010.